

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

VIH/Sida : il faut sauver

CE samedi s'achève à Kigali au Rwanda, la 20e Conférence internationale sur le Sida en Afrique (ICSA) autour du thème générique "Afrique sans Sida". Le Gabon y prend part avec, cependant, l'urgence d'une intensification des actions de sensibilisation et de dépistage qui se pose avec acuité au plan national. Notamment en milieu jeune où la prévalence reste élevée chez les 15-24 ans, tranche d'âge dans laquelle l'on relève une sous-information sur la maladie.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

LE Gabon, à l'instar des autres pays, a commémoré il y a tout juste une semaine, la 31e Journée mondiale de lutte contre le Sida. Chez nous, cette commémoration intervient dans un contexte épidémiologique marqué par une baisse de la prévalence, car, selon le rapport des estimations publié en juillet 2019, la prévalence nationale du VIH est estimée à 3,8 % en fin 2018, comparativement à celle 2012 (4,1 %) qui confirmait les données de 2006. Cette baisse relative appelle, cependant, au renforcement de la prévention comme une urgence nationale. Notamment en milieu jeune où le niveau d'infection reste encore élevé.

Actuellement de 0,5 % chez les garçons et 1,9 % chez les filles, cette estimation pourrait exploser au terme des résultats de la prochaine Enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG), présentement dans sa phase de collecte d'informations. Selon les dernières données du Programme national de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (PNLIST), la prévalence du VIH est actuellement 4 fois plus élevée chez les jeunes filles de 15 à 24 ans, comparativement aux garçons du même âge. Une situation qui met en lumière le fait que les jeunes sont de plus en plus nombreux à connaître le sexe de manière précoce, dès l'âge de 12 à 13 ans.

L'Afrique et l'Asie du sud-est partagent ensemble les 2/3 des 3 000 décès d'adolescents par jour dans le monde, selon le rapport mondial de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 2017 sur la riposte au VIH. "Au Gabon, les risques sanitaires liés à cette infection ont alerté les plus hautes autorités qui ont adhéré à toutes les conventions internationales pour pouvoir enrayer cette pandémie. Malheureusement, les résultats escomptés n'ont pas été ceux que nous espérons, en dépit

des nombreuses stratégies de lutte élaborées et incluses dans les différents plans stratégiques nationaux, d'abord de 2008-2012, ensuite de 2013-2017, et actuellement de 2017-2021", explique Dr Raïssa Okouyi Ndong Assapi, experte dans la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et directrice du Programme national de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le VIH/Sida (PNLIST).

"Au cours des décennies précédentes, la cible des adolescents était complètement absente des ordres nationaux pour la santé, alors que la plupart de leurs pathologies pouvaient être évitées, s'il y avait de bons services de santé, d'éducation et d'appui psychosocial. Les experts de l'OMS avaient observé que la plupart des adolescents ne pouvaient pas obtenir les services essentiels de prévention, de soin et de traitement adaptés, soit parce que ceux-ci n'existaient pas, soit parce que les adolescents ne savaient pas où en bénéficier. Ces insuffisances ont contribué à renforcer la méconnaissance de leur santé, à majorer les comportements à risque, mais aussi, et malheureusement, à augmenter le nombre de décès chez ces adolescents", relève le Dr Okouyi.

Que faire donc dans l'immédiat pour inverser cette tendance qui condamne la jeunesse, fer de lance de la nation ? L'OMS Afrique recommandait que, compte tenu de la séroprévalence élevée dans de nombreux pays, les adolescents doivent être au centre des efforts de la lutte. "Ce qui fait que les États devraient adapter les services spécifiques de combat contre le VIH pour mieux atteindre cette cible",

précise Dr Okouyi. Avis que partage le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Pour atteindre cet objectif, le PNLIST, en collaboration avec le programme Gabon-Unicef 2018-2022, souhaite mettre en place des points de dépistage volontaire, anonyme et gratuit du VIH dans certains établissements scolaires de Libreville, Owendo et Akanda. Ce qui contribuerait, selon Dr Okouyi, à la mise en place des services éducatifs et de santé pour eux, à leur intégration dans l'offre de soins, et à la croissance des actions de prévention à leur endroit. En plus d'être également accessibles aux autres jeunes vivant dans les environs, ces points de dépistage, si le plaidoyer porte ses fruits, pourraient s'étendre sur l'ensemble du territoire national.

Un projet-pilote salubre, sans doute, mais dont les effets seront très attendus dans l'atteinte de l'objectif 90-90-90 (90 % de personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 90 % reçoivent un traitement antirétroviral durable, et 90 % obtiennent une charge virale durablement supprimée).



Photo : Jise Mouidy-Mouidy

Une campagne de sensibilisation sur le VIH en milieu jeune.



L'avenir



Les pertues de vue et les nouvelles contaminations

Prissilia M.MOUIY
Libreville/Gabon

LES pertues de vue (PDV) sont en grand nombre ces personnes ayant été diagnostiquées séropositives, mais qui, pour une raison ou une autre, ne fréquentent aucun Centre de prise en charge (PEC) depuis au moins 6 mois. On les dénombre aussi parmi les personnes décédées ou celles ayant changé de lieu de domicile, sans le signaler à leur PEC.

En règle générale, ces PDV sont perçues comme dangereuses par les structures en charge de lutte contre le Sida qui les considèrent comme une menace potentielle pour les personnes non infectées. D'autant que dans leurs rangs se comptent celles et ceux qui participent à la propagation de la maladie, à alimenter les nouvelles contaminations, tout en créant au passage des résistances au traitement.

Au regard de cette situation, les PDV devraient être recherchées et ramenées dans les centres de prise en charge. Entendu que la lutte contre le Sida au Gabon est surtout l'apanage du corps médical, dont le champ d'action



Dans de nombreux centres de traitement ambulatoire (CTA), beaucoup de malades, tout comme les personnes diagnostiquées séropositives, ne donnent plus signe de vie.

est limité à la structure de prise en charge. Alors que celle-ci se veut multisectorielle et se doit

de s'étendre au sein des familles, de la société, afin de parvenir à résoudre la problématique des PDV. Et la situation de ces personnes pourrait être résolue grâce aux familles, aux agents de santé communautaire

aux familles, aux agents de santé communautaire dont les rôles sont, entre autres, d'encourager

les malades connus à poursuivre leurs traitements dans les centres de prise en charge.

Il existe, au Gabon, 26 structures de prise en charge des personnes vivant avec le VIH et 10 Centres de traitement ambulatoire (CTA) répartis dans chaque province du Gabon. Ces structures sont censées accueillir les PVVIH et, ni le déni, ni la stigmatisation, encore moins le regard de la société, ne devrait être un obstacle pour le suivi de ces personnes.

Avec l'avancée thérapeutique, le Sida est surtout aujourd'hui considéré comme une maladie chronique.

Féminisation du VIH, un problème crucial!

D.O
Libreville/Gabon



SELON les statistiques élaborées entre 2010 et 2018, les femmes sont les plus touchées, en termes du VIH/Sida au Gabon. La prévalence de ce virus étant trois fois plus élevée chez elles que chez les hommes, et le nombre de femmes vivant avec le VIH est plus du double de celui de la gent masculine. Soit un pourcentage de 5.7 % chez les femmes, contre 2.0 % chez les hommes de 15 ans et plus.

Selon le directeur du Programme national de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le Sida (PNLIST), Dr Raïssa Okouyi Ndong Assapi, plusieurs raisons pourraient expliquer cette tendance.

En règle générale, ce phénomène peut également s'expliquer par le fait que les femmes sont plus nombreuses à fréquenter les structures médicales.

plus facile pour elles de se faire découvrir, contrairement au sexe opposé qui, très rarement, se fait consulter.

D'abord physiologiquement, les organes génitaux de la femme font en sorte qu'elle soit plus réceptive au virus que l'homme. Et en règle générale, ce phénomène peut également s'expliquer par le fait que les femmes sont plus nombreuses à fréquenter les structures médicales. Il est alors

Le manque d'autonomisation de la femme n'est pas en reste. Surtout quand on sait qu'être sous la totale dépendance financière d'un homme, c'est accepter toutes les conditions de ce dernier. Décider alors de ne pas contracter le VIH par voie sexuelle, en imposant un préservatif, demeure un obstacle pour beaucoup de femmes encore de nos jours.

Pour inverser cette tendance, le PNLIST, avec le concours de l'OMS, entend mettre l'accent sur la prévention primaire. C'est-à-dire, prévenir, d'une part, la transmission entre la mère et l'enfant (PTME) et, intensifier d'autre part des causeries autour du sida dans tous les groupes de parole féminins présents dans les Centres de traitement ambulatoire (CTA) du pays.